

Le Préfet du Nord, les Elus, les ministres sont coupables de prise d'otage sur l'action syndicale Ça suffit !

Nous avons été informés du déblocage d'1,7 millions d'€ par le ministère du Logement. Après le déblocage de ces fonds, élus, ministres et préfet continuent à jouer la montre ! Pis encore le Maire de Saint André Olivier Henno (droite), la Vice-Présidente du Conseil Général Mme Saniek-Wavrant (PS) ont repoussé de façon virulente les propositions des syndicats, notamment l'utilisation du site d'Ulysse Trélat que le Préfet se refuse à réquisitionner.

Depuis 15 jours des discussions entre syndicats et la Direction Départementale de la Cohésion Sociale du Nord ont permis d'identifier de nombreuses pistes de solutions pour les Roms accueillis à la Bourse du Travail hors de la Métropole Lilloise, *(compte tenu de la ferme opposition de Martine Aubry et du PS Lillois)*.

La situation est toujours bloquée.

Coqueluche, Varicelle, Hépatite, Cancer à la bourse du travail : élus, ministres et préfet prennent la lourde responsabilité d'une catastrophe sanitaire.

C'est à une situation catastrophique que sont confrontés - dans un abandon total, absolu, des pouvoirs publics - les nourrissons, les enfants, les familles Roms, les militants syndicaux, les volontaires. Alors qu'il est totalement impossible d'isoler les personnes victimes d'hépatite, de varicelle et de coqueluche, sciemment les pouvoirs publics prennent le risque du développement d'une grave épidémie.

Les ministres silencieux, les élus locaux rétifs voir opposés, un préfet paralysé..

Il est inconcevable que Cécile Duflot n'exige pas des comptes sur les fonds qu'elle a déblocqués, que les 5 autres ministres Vincent PEILLON, Marisol TOURAINE, Manuel VALLS, Michel SAPIN, George PAU-LANGEVIN, Marie-Arlette CARLOTTI signataires de la circulaire du 26 Août 2012 se soucient comme d'une guigne des textes rédigés et qu'ils ont eux-mêmes édictés, malgré une interpellation de l'UD CGT, de La FSU et de l'Union Syndicale SOLIDAIRES.

**La responsabilité des Elus, des Ministres et du Préfet sera grande en cas
d'incident grave, ils ne pourront pas dire : « je ne savais pas ! »**

Pour L'Union Syndicale SOLIDAIRES 59/62

NIEDDU Vladimir 06 03 40 30 79